

CONTRAT DE RECHERCHE

AU TITRE DE LA SECTION V DU BUDGET DE LA CNSA

ENTRE

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 LYON CEDEX 07, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER, ci-après désignée par LYON 2,

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Établissement public à caractère scientifique et technologique, n° SIRET : 180 089 013 00668 – code NAF : 7219 Z, dont le siège social est 3-5 rue Michel Ange 75 794 PARIS cedex 16, représenté par son Président M. Alain FUCHS, lequel a délégué la signature de la présente convention au Délégué Régional de la Délégation Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein BP 61335, 69 609 Villeurbanne cedex, désigné ci-après par « le CNRS »,

En vertu de la décision du 27 juin 2001, donnant délégation de signature à un Délégué Régional du CNRS pour la coordination d'accords de partenariats d'une unité de sa circonscription, ainsi que d'autres unités relevant d'autres circonscriptions du CNRS, la Délégation Rhône Auvergne, représentée par son Délégué Régional Monsieur Frédéric FAURE, signera le présent contrat pour la Délégation Nord - Pas de Calais et Picardie,

L'UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT-ETIENNE

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 10, rue Tréfilerie – CS 82301, 42023 Saint-Etienne, Cedex 2, n° SIREN 194 210 951 00423 code APE 8542Z représentée par sa Présidente, Michèle COTTIER, ci-après désignée par l'UJM LYON 2 ayant reçu mandat de signature de l'UJM pour ce présent contrat

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP7000, 693424 LYON Cedex 07, représentée par son Président, Monsieur Jean-François PINTON, ci-après désignée par l'ENS

L'UNIVERSITE DE PICARDIE JULES VERNE

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, immatriculé sous le N° SIRET 198 013 443 00017, dont le siège est situé Chemin du Thil 80025, AMIENS cedex 1, représentée par Monsieur Mohammed BENLAHSEN, Président,

Ci-après désignée par "UPJV",

L'UPJV donnant mandat de négociation et signature au CNRS pour le présent contrat conformément à la convention pluriannuelle 2012-2017 conclue entre le CNRS et l'UPJV.

LYON 2, le CNRS, l'UJM, l'ENS et LYON II agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du Centre Max Weber (UMR 5283), ci-après désigné par le Centre Max Weber, unité de recherche (UMR 5283) sous tutelle du CNRS, de l'UJM, de l'ENS et de Lyon 2, dirigé par Bruno MILLY, ci-après désigné par le « Centre Max Weber»,

Le CNRS et l'UPJV agissant tant en leurs noms qu'en tant qu'organismes de tutelle du Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique : Epistémologie et Sciences Sociales, Unité Mixte de Recherche N°7319, dirigé par Monsieur Bertrand GEAY, ci-après désigné "**CURAPP-ESS**",

d'une part,

ET

LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE, établissement public administratif de l'Etat, régi par les articles L.14-10-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, situé 66 avenue du Maine, 75014 Paris, représentée par sa Directrice, Madame Geneviève GUEYDAN, et désignée ci-après par le terme « la CNSA »

d'autre part,

Le Centre Max Weber et le CURAPP-ESS étant désignés ci-après par les « Laboratoires »,

Le CNRS, l'UJM, l'ENS, LYON 2 et l'UPJV étant désignés ci-après par les Etablissements
Les Etablissements et la CNSA étant ci-après désignés individuellement par la « Partie » et conjointement par « les Parties ».

Vu l'article L.14-10-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'article L.14-10-5 V du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'article 14 3° de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

La **Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie**, dont les attributions sont définies à l'article L. 14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles, a pour missions :

- De participer au financement de l'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. A ce titre, elle contribue notamment au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap, elle concourt au financement des maisons départementales des personnes handicapées, des conférences des financeurs, des résidences-autonomie, elle affecte par région les crédits destinés aux établissements et services médico-sociaux, elle soutient à la modernisation et à la professionnalisation des services d'aide à domicile.
- De garantir l'égalité de traitement sur tout le territoire quels que soient l'âge et le type de handicap, en veillant à une répartition équitable des ressources et en apportant un appui technique aux acteurs locaux pour favoriser l'harmonisation des pratiques.
- D'assurer une mission d'animation de réseau, d'appui et d'harmonisation des pratiques.
- D'assurer une mission d'information du grand public.
- De faciliter l'accès aux actions de prévention et aux aides techniques
- D'assurer un rôle d'expertise et de recherche sur toutes les questions liées à l'accès à l'autonomie, quels que soient l'âge et l'origine du handicap.

Le **Centre Max Weber** (UMR CNRS 5283) est un laboratoire de sociologie généraliste, qui regroupe la plupart des sociologues du site Lyon/Saint-Etienne et compte 265 membres. Dans le cadre de programmes de recherche financés ces dernières années par l'IRESP, la CNSA ou l'ANR, plusieurs équipes du laboratoire ont développé une expertise sur les effets des transformations de l'action publique sur les organisations et les pratiques de travail dans le secteur sanitaire et médico-social, à l'hôpital, dans les associations gestionnaires d'équipements pour personnes handicapées, dans les Ehpad ou encore dans les services mandataires à la protection des majeurs. Les tensions vécues par les usagers et par les professionnels, par exemple entre qualité et maîtrise des dépenses, entre standardisation des pratiques et individualisation de la prise en charge, ou entre contraintes organisationnelles et respects des droits, ont été bien documentées dans ces travaux. L'analyse des modalités de contrôle et de régulation de ces organisations par les services de l'État ou des Conseils départementaux est également un objet de recherche émergent pour ces équipes de chercheurs, doctorants et post-doctorants.

Le **CURAPP-ESS** (UMR CNRS 7319) est un laboratoire créé en 1971 au sein de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques et Sociales d'Amiens. Equipe associée au CNRS (UMR 7319) depuis 1982, le CURAPP relève aujourd'hui des sections 40 (Politique, pouvoir, organisation), 36 (Sociologie, normes et règles) et 35 (Philosophie, histoire de la pensée, sciences des textes, théorie et histoire des littératures et des arts). L'équipe est composée d'universitaires de chercheurs CNRS, de doctorants et d'ingénieurs en science politique, droit, science de l'éducation, sociologie, philosophie qui contribuent de manière importante à l'ouverture et au dynamisme des recherches. Orienté à l'origine vers l'étude des fonctions de L'Etat dans les sociétés contemporaines, le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique, Epistémologie et Sciences Sociales couvre désormais un vaste ensemble de recherches en sciences politiques et en sciences sociales. Elles vont de l'étude des échelles de l'action publique (du niveau local au niveau mondial) à celle des formes de politisation, en passant par l'analyse de la production et des usages sociaux des savoirs et des normes.

La CNSA et les Laboratoires souhaitent mettre en œuvre une collaboration de recherche dans le but d'améliorer la connaissance des processus d'orientation et d'admission dans les établissements pour personnes handicapées. L'enjeu de connaissance est important dans un contexte où l'action publique

cherche à mieux garantir la sécurité des parcours des personnes en situation de handicap. Les établissements ont toute légitimité à opérer des choix autonomes dans l'accueil des personnes. Ils sont très inégalement confrontés au turn-over de la population qu'ils accueillent, ils mettent en œuvre des processus d'admission diversement outillés et organisés, ils sont inscrits dans des territoires où la demande est inégale en nombre comme en nature... Il est donc important de mieux comprendre en contexte ce que sont les raisons d'agir des établissements quand ils prennent une décision d'admission. Cet objet de recherche n'a jusqu'à présent pas été étudié alors qu'il y a là un processus clé des parcours de vie des personnes accueillies.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions et modalités dans lesquelles la CNSA et les Etablissements collaborent en vue de la réalisation d'un programme de recherche intitulé « L'admission en établissement spécialisé : flux de populations, parcours individuels et réseaux d'établissements » ayant pour objet les processus d'orientation et d'admission dans les établissements spécialisés pour personnes handicapées.

Le projet de recherche est détaillé à l'annexe scientifique jointe (annexe 1), qui fait partie intégrante de la présente convention.

Le coût du projet et les apports des parties pour sa réalisation sont détaillés à l'annexe financière jointe (annexe 2) qui fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA CNSA

La CNSA s'engage à :

- verser à LYON 2 la somme globale et forfaitaire indiquée à l'article 5 de la convention ;
- à mettre à disposition des laboratoires les données et informations, dont elle dispose, utiles à l'observation et à l'analyse des établissements et services sociaux et médico-sociaux et à faciliter leur accès dans le respect des contraintes légales de confidentialité.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DES ETABLISSEMENTS

Les Etablissements s'engagent à :

- Réunir le comité de pilotage du projet (article 6) au plus tard dans les deux mois après la date d'entrée en vigueur du Contrat, puis selon le calendrier défini par le comité ;
- Assurer le secrétariat technique de ce comité et obtenir la validation formelle des Parties sur les décisions et avis émis par ce comité ;
- Mettre en œuvre (personnel et moyens nécessaires) les travaux de recherche décrits en annexe ;
- S'acquitter des démarches auprès de la CNIL si celles-ci s'avèrent nécessaires ;
- Informer la CNSA du retard pris dans l'exécution du programme et des modifications intervenant dans les conditions de sa réalisation ;
- Transmettre à la CNSA 6 mois après la signature du Contrat, un premier rapport intermédiaire : présentant l'accès au terrain, la bibliographie et la littérature grise ainsi que les premiers entretiens exploratoires.
- Transmettre à la CNSA 18 mois après la signature du Contrat, un deuxième rapport intermédiaire. Celui-ci prendra la forme d'un rapport d'étude: présentant une analyse des pratiques d'admission d'une part dans leur diversité et d'autre part dans la compréhension des logiques sous-jacentes, à partir de l'ethnographie comparée de deux territoires dans les pratiques d'admission d'individus. Il sera accompagné d'une synthèse destinée à un public non scientifique.
- Transmettre, au plus tard 36 mois après la signature du Contrat, un exemplaire du rapport de recherche final, accompagné d'un résumé de la recherche.

Les rapports devront être envoyés en format papier et électronique à la direction scientifique de la CNSA secretariat.ds@cnsa.fr

Si les délais impératifs d'envoi de ces documents ne sont pas respectés, les Etablissements doivent justifier le retard par écrit.

ARTICLE 4 – DUREE DU PRESENT CONTRAT

Nonobstant sa date de signature, le Contrat entre en vigueur le 2 janvier 2017 et ce pour une durée de 42 mois.

Les articles 8.3 et 9 s'exécutent nonobstant l'expiration du Contrat, pour la durée qui leur est propre.

ARTICLE 5 - MODALITES DE PAIEMENT

Le coût total du programme de recherche est détaillé à l'annexe financière jointe (annexe 2) qui fait partie intégrante de la présente convention.

En contrepartie de la réalisation du programme par les Etablissements, la CNSA s'engage à verser une somme globale et forfaitaire d'un montant total de :

- Montant HT : 153 736.00 €
- TVA 20 % : 30 747.20 €
- Montant TTC : 184 483.20 €

Cette somme est versée par la CNSA au compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'Université Lumière Lyon 2 (Code banque : 10071 - Code guichet : 69000 - Numéro de compte : 00001004332 - Clé RIB : 66 - Domiciliation : TPLYON - IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266 - BIC : TRPUFRP1) sur présentation de factures aux échéances suivantes :

- un premier versement, à hauteur de 65 000 € HT, soit 78 000 € TTC, à la signature Contrat (T0);
- un deuxième versement à hauteur de 20 000 € HT, soit 24 000 € TTC, à T0+6 mois, à la remise du premier rapport intermédiaire ;
- un troisième versement à hauteur de 45 000 € HT, soit 54 000 € TTC, à T0+18 mois à la remise du deuxième rapport intermédiaire et de sa synthèse comme décrit à l'article 3 ;
- un quatrième et dernier versement correspondant au solde de 23 736 € HT, 28 483 € TTC après remise du rapport final détaillé et du résumé de la recherche, des rapports d'études.

Les factures sont adressées à la CNSA à l'attention de la Direction scientifique de la CNSA.

LYON 2 peut décider d'affecter une partie de la contribution forfaitaire à la rémunération de personnels. Cette partie comprend une provision destinée à couvrir forfaitairement les coûts induits par le versement, le cas échéant, des allocations pour perte d'emploi.

L'utilisation par LYON 2 de la contribution forfaitaire versée par la CNSA n'est pas subordonnée à des conditions de délai, ni à fourniture de justificatifs. Néanmoins, LYON 2 s'engage à remettre à la CNSA à la fin du programme de recherche un compte-rendu financier dans les mêmes formes que celui présenté à l'annexe 2 de la présente convention qui retracera les ressources et les recettes effectivement affectées au contrat de recherche.

Les versements seront effectués par virement sur le compte bancaire de LYON 2 selon les procédures comptables en vigueur :

La contribution de la CNSA sera imputée à la section V de son budget.

L'ordonnateur de la dépense est la Directrice de la CNSA.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de la CNSA.

ARTICLE 6 – GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ TECHNIQUE

Le programme de recherche est réalisé sous la responsabilité scientifique conjointe de Pierre-Yves BAUDOT, professeur de science politique à l'Université Picardie-Jules Verne, chercheur au CURAPP-ESS (UMR 7319) et de Magali ROBELET, maître de conférences en sociologie à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure au Centre Max Weber (UMR 5283).

Au sein de la CNSA, le projet est suivi par la Direction scientifique.

Un comité de pilotage du programme de recherche sera mis en place au plus tard dans les deux mois après la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Il est composé :

- pour la CNSA : le Directeur de la Direction des Etablissements et Services Médico-sociaux ou son représentant, la Directrice de la Direction scientifique ou son représentant
- pour les Etablissements : Pierre-Yves Baudot, Magali Robelet, Estelle Aragona.

Il se réunit selon un calendrier décidé conjointement par les Parties et a minima à la remise de chaque rapport intermédiaire ou final.

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNEES

7.1 Les Parties s'engagent à faire respecter les obligations de sécurité et de confidentialité des données par toute personne intervenant dans le recueil ou le traitement de l'information conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, notamment de demander l'autorisation ou l'avis de la CNIL pour le traitement des données indirectement nominatives relatives à l'état de santé. Le porteur s'engage, si son projet le justifie, à demander l'avis d'un Comité de protection des personnes, l'avis du Comité consultatif pour le traitement informatique en matière de recherche dans le domaine de la santé (CCTIRS) en amont de la demande d'autorisation de la CNIL.

7.2 Les Parties s'engagent, tant pour leur compte que pour celui de leur personnel, à considérer comme confidentielles les informations de toute nature communiquées par l'autre Partie dans le cadre du projet de recherche, dès lors que celles-ci sont identifiées de manière non équivoque comme confidentielles par l'apposition d'une mention en ce sens ou si, dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un

support non marquant, leur caractère confidentiel a été énoncé au moment de la communication et a été confirmé par écrit dans un délai de trente (30) jours calendaires. (Ci-après les « Informations »)

Dans ce cadre, s'agissant des informations appartenant à l'autre Partie, les Parties s'engagent à :

- protéger et garder ces Informations strictement confidentielles et les traiter avec le même degré de précaution et de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance lequel ne saurait en aucun cas être inférieur à un strict devoir de précaution ;
- ne pas communiquer, dupliquer et/ou utiliser ces Informations à d'autres fins que la réalisation du projet de recherche ;
- ne pas divulguer ces Informations à des tiers sans l'accord préalable écrit des autres Parties ;
- divulguer ces Informations de manière interne qu'aux seuls membres du personnel ou prestataire ayant à en connaître, dûment informés du caractère strictement confidentiel de ces Informations ;

7.3 - Ne sont pas considérées comme confidentielles, les informations dont les Parties pourront prouver :

- qu'elles font partie du domaine public ou y sont tombées autrement que par suite de manquement à l'obligation de secret ;
- qu'elles les détenaient de façon licite préalablement à la signature du Contrat ou avant leur communication par les autres Parties ;
- qu'elles les ont reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer ;
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie récipiendaire n'ayant pas eu accès à ces Informations.

7.4 - Ces engagements resteront en vigueur pendant toute la durée du programme de recherche et pendant les cinq (5) années suivantes, mais pourront cesser de façon anticipée dès lors que les informations auront été divulguées par la Partie propriétaire ou par un tiers, sans participation de la (ou les) partie(s) qui a (ont) reçu lesdites informations.

ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE, EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS

8.1 – PROPRIETE ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES

8.1.1 Chacune des Parties demeure propriétaire des connaissances et résultats de ses recherches et développements propres, brevetés ou non, comme de son savoir-faire, acquis antérieurement à l'entrée en vigueur du Contrat ou que chaque Partie peut être amenée à développer seule ou à acquérir par la suite, dans la mesure où ces connaissances ne résultent pas du projet de recherches ou travaux réalisés dans le cadre du Contrat (ci-après désigné « les Connaissances Propres »).

8.1.2 Les améliorations et/ou perfectionnements et/ou modifications des Connaissances Propres des Etablissements développés au titre du projet de recherche sont la propriété de ces derniers qui pourront les protéger et les utiliser par tout moyen de leur choix.

8.1.3 Le Contrat ne confère ni ne peut être interprété comme conférant à une autre Partie une licence ou un droit d'usage sur les Connaissances Propres d'une Partie en dehors de ce qui est expressément prévu aux présentes.

8.2 - PROPRIETE DES RESULTATS

Les résultats développés lors de l'exécution du projet de recherche dans le cadre du Contrat, brevetables ou non (ci-après les Résultats), sont la propriété exclusive des Etablissements et de leurs auteurs.

8. 3- EXPLOITATION DES RESULTATS

Les Etablissements et leurs auteurs disposent du droit d'exploitation directe et indirecte des résultats.

Ils concèdent à la CNSA, au fur et à mesure de l'obtention de ces résultats, à titre non exclusif et gratuit, sur le territoire français pendant une période de 5 (cinq) ans, et à l'exclusion de toute activité commerciale, le droit de représentation et de reproduction quel qu'en soit le mode, et ce à quelque titre que ce soit, sous toutes formes et sur tous les supports, y compris ceux non prévisibles ou non prévus à la date de la présente cession, de tout ou partie des résultats pour les besoins de son activité, sous réserve de la mention des producteurs de l'étude.

ARTICLE 9 – PUBLICATIONS ET MENTION DU SOUTIEN DE LA CNSA

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues du projet de recherche, et notamment les Connaissances Propres, appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du Contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas dans le domaine public du fait de la Partie propriétaire, sauf accord préalable écrit de sa part.

Toute autre publication ou communication d'informations, de résultats issus du projet de recherche, par l'une ou l'autre des parties, devra recevoir, pendant la durée du contrat et les douze (12) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de un (1) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre Partie qui pourra demander la suppression ou la modification de certaines précisions sans avoir pour effet de porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au projet de recherche de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du Contrat.

Les Parties s'engagent à faire mention de la participation de l'autre partie sur tout support de communication relatif au projet de recherche.

ARTICLE 10 - GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Les Parties reconnaissent que les Connaissances Propres, les Résultats et les Informations communiquées par une Partie à l'autre Partie dans le cadre de l'exécution du Contrat sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances Propres et des Résultats, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts, ou à leur liberté d'exploitation vis-à-vis de droits de tiers.

Ces Connaissances Propres, Résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties dans le cadre du Contrat à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, ces Résultats et ces Informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du Contrat, définies d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant. L'avenant devra impérativement intervenir avant la fin du Contrat.

ARTICLE 12 - SANCTION ET RÉSILIATION DU CONTRAT

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

En cas d'expiration ou de résiliation du présent contrat, chaque partie prend l'engagement de restituer à l'autre partie, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels qu'il lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction.

La non production des documents et fichiers mentionnées à l'article 3 du Contrat par la CNSA justifiera la restitution par LYON 2 de tout ou partie de la contribution financière versée.

ARTICLE 13 – CESSION

Le Contrat et les droits et obligations qui en découlent ne peuvent être cédés ou transférés par l'une des Parties sans l'autorisation préalable écrite de l'autre, excepté dans le cas d'une cession à une société apparentée ou avec la vente de tout ou partie de l'activité concernée par l'objet du Contrat.

ARTICLE 14 - LITIGES

Les litiges survenant du fait de l'exécution du Contrat, à défaut d'accord amiable intervenu entre les parties, seront portés devant les tribunaux français territorialement compétents.

ARTICLE 15- ANNEXES

Les annexes font partie intégrante du Contrat.

Annexe 1 : Présentation développée du programme de recherche

Annexe 2 : Budget prévisionnel

Fait à Paris, le
en 5 exemplaires originaux.

Pour la **CNSA**,

Geneviève GUEYDAN,
Directrice

Visa du contrôleur budgétaire,

Lucien SCOTTI

Pour **LYON 2**,

Et par mandat pour l'**UJM**

Nathalie DOMPNIER,
Présidente

Magali ROBELET,
Responsable scientifique

Pour le **CNRS**,
Le Président du CNRS, et par délégation,

Frédéric FAURE
Délégué Régional Rhône Auvergne

Pour l'**ENS**,

Jean-François PINTON,
Président

Pour l'**UPJV**,

Mohammed BENLAHSEN,
Président

Pierre-Yves BAUDOT,
Responsable scientifique

ANNEXE 1 : Présentation développée du programme de recherche

L'admission en établissement spécialisé :

flux de populations, parcours individuels et réseaux d'établissements

A – Objet et méthode

1. Objet et objectifs de l'étude

Les « sans solutions », les « cas lourds » ou « complexes » sont devenus un problème public et un enjeu pour les acteurs publics à l'occasion des polémiques lancées par les articles de presse sur l'accueil des français handicapés en Belgique et de « l'affaire Amélie » ayant produit une jurisprudence administrative mettant l'Etat face à une obligation de résultat en matière d'effectivité des décisions prises par les MDPH. Les « sans solutions » ont mis en lumière les contradictions traversant les dispositifs d'action publique à destination des personnes handicapées, en pointant le fossé pouvant exister entre la reconnaissance effective de droits aux individus ayant obtenu une notification d'orientation de la CDAPH et l'accueil effectif en établissement, et dans un établissement correspondant effectivement aux besoins de la personne handicapée. Ce décalage tient aux modalités particulières d'institution de cette action publique, inventée et mise en place par des acteurs associatifs, appuyés sur des savoir-faire, des groupes professionnels revendiquant des compétences et des expertises exclusives, des institutions et des établissements établis de longue date, mais financée par les pouvoirs publics (Assurance maladie, CNSA, Conseils départementaux). Cette controverse d'action publique met au jour la confrontation entre la décision de financements d'établissements, l'autonomie reconnue aux établissements dans la gestion de la file d'attente et les droits que la loi du 11 février 2005 reconnaît aux individus, notamment en termes de continuité des parcours individuels.

L'admission en établissement est donc une entrée heuristique pour mettre en évidence les contradictions qui émergent entre trois logiques :

- *Une logique de flux de populations* : ces flux de populations sont difficiles à maîtriser pour plusieurs raisons. Premièrement, ces flux sont, pour des raisons épidémiologiques, en pleine transformation. Les diagnostics prénataux ont réduit la proportion de maladies génétiques tandis que les politiques de santé publique et les politiques sociales ont permis l'avancée en âge des populations handicapées. Deuxièmement, ils sont difficiles à maîtriser dans la mesure où les acteurs publics disposent de peu de capacité d'anticipation sur les besoins à venir en termes d'accueil en établissement en raison d'une absence d'informations stabilisées et de projections statistiques fiables (Baudot, 2015). Ces flux de populations sont également moins maîtrisables par les établissements eux-mêmes dans la mesure où les personnes accueillies peuvent disposer désormais de droits reconnus à la libre détermination de leur parcours de vie, et peuvent s'appuyer pour cela sur le travail d'évaluation des MDPH sur leurs dossiers pour soutenir leurs démarches (sur les modalités d'évaluation en MDPH et le rôle des établissements, voir Baudot et Revillard, 2014). Les ouvertures de places se déroulent dans un contexte d'incertitude

dans lequel le critère des besoins n'est qu'un point de repère parmi d'autres. Ces ouvertures se font en fonction des capacités différenciées des établissements et des associations qui les gèrent à répondre aux appels à projets, à satisfaire aux exigences formulées par la puissance publique et à peser sur les programmations de dépense publique (Robelet, 2016). Cette logique des populations doit donc clairement apparaître comme un déterminant majeur des logiques d'admission.

- *Une logique d'établissements et de réseaux d'établissements* : pour le directeur d'établissement, l'enjeu de la maîtrise des flux d'usagers est essentiel. Il s'agit de s'assurer qu'à tout moment, la composition des effectifs de personnes accueillies corresponde à la fois au projet d'établissement (qui peut comporter des éléments sur le type de public accueilli et le type de prise en charge proposé – notamment en référence avec des approches pédagogiques ou psychiatriques particulières) ; à l'équilibre budgétaire ; aux effectifs (en quantité et en compétences) et aux engagements pris dans le cadre de diverses coopérations établies avec des structures partenaires (filières informelles d'adressages, en amont et en aval). Ces enjeux se posent différemment selon la position de l'établissement dans le parcours de la personne (en début de parcours pour les établissements pour enfants et adolescents, en fin de parcours pour d'autres structures comme les foyers de vie, les MAS/FAM) et de la durée de séjour des personnes dans l'établissement. Par ailleurs, certains établissements sont en situation de pouvoir « sélectionner » les personnes accueillies, quand d'autres se trouvent face à la nécessité d'accueillir pour « faire tourner » l'établissement.

- *Une logique de parcours individuel* : sous la pression des opérateurs associatifs, approximativement jusque dans les années 1990-2000, la « solution » résidait dans la création de places et/ou des établissements expérimentaux. Sur la période plus récente, les dispositifs d'action publique portent davantage sur l'adaptation des moyens existants, en jouant sur plusieurs tableaux : les autorités publiques essayent d'avoir une plus grande maîtrise des flux (Cf. orientations MDPH et dispositifs plus récents issus du rapport Piveteau) et d'inciter les établissements à être davantage polyvalents, à s'adapter à de nouvelles situations. D'autre part, au-delà des « sans solutions » et dans une perspective plus large, la loi du 11 février 2005 entreprend de lutter contre les « effets filières » qui limitent les marges de manœuvre des individus dans la détermination de leur parcours, « effet filière » dénoncé dès la mise en œuvre des lois de 1975.

Cet « effet filière » articule à son tour deux ensembles de stratégies, d'une part des stratégies de maîtrise des flux engagées en amont et en aval de l'accompagnement dans l'établissement (en vue de maîtriser les processus de recrutement et les processus de sortie avec différents partenaires) et d'autre part des stratégies davantage tournées vers l'intérieur de l'établissement (en termes d'organisation du travail et de procédures plus ou moins formelles d'admission). Plus précisément, les stratégies de maîtrise des filières amont et aval consistent pour les établissements à constituer et entretenir un réseau (le plus souvent local) d'adressage (identifier et fidéliser des prescripteurs, des établissements adresseurs et les structures d'aval, des associations de personnes handicapées, se faire connaître de la CDAPH...). Ces stratégies peuvent varier selon que l'opérateur associatif dispose ou non de structures pouvant couvrir l'ensemble d'un parcours (structures éducatives, d'aide par le travail, d'hébergement, de soin...). Les stratégies internes visent les acteurs de l'établissement et/ou de l'association gestionnaire. Elles peuvent consister à conforter un mode d'accompagnement particulier ou à introduire

davantage de polyvalence, elles peuvent s'accompagner de l'introduction de modalités de concertation autour des demandes d'admission, de procédures d'admission ou de pré-admission (rencontres avec la personne et/ou sa famille, essai, etc.). Autrement dit, ces stratégies désignent l'ensemble des pratiques visant à formuler une évaluation sur la personne accueillie d'une part (quelle mobilisation de savoirs ?) et sur l'intérêt pour l'établissement d'accueillir cette personne (en fonction de l'appréciation de la composition des effectifs déjà accueillis, des engagements pris vis-à-vis de partenaires internes (filière intra-associative) ou externes, des enjeux de réputation à l'égard des associations de personnes handicapées ou des autorités publiques, des marges de manœuvre de négociations que l'acceptation d'une personne permettrait de dégager etc...). C'est donc la logique des droits qui est promue par le législateur, contre celle des dispositifs.

Cette logique des droits suppose donc une réorganisation du travail, des compétences des professionnels, un redéploiement des modalités de financement des établissements et services pour que ceux-ci puissent ajuster leur offre de service à des flux de populations moins prévisibles. Cette logique des droits a pu faire l'objet de trois résistances qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre : la première est une résistance frontale visant à refuser toute intrusion des logiques des financeurs dans les déterminations des files d'attente ; la seconde est celle d'une participation des établissements en amont des notifications, dans le processus même d'évaluation des équipes pluridisciplinaires et dans les prises de décisions en CDAPH ; la troisième est celle d'un contournement à bas bruit des logiques de notifications MDPH. Contre la logique des droits et des parcours, la logique des établissements s'est construite initialement sur les failles de l'action publique, puis en fonction des modalités de mise en œuvre des financements publics.

Face à la problématique des « sans-solutions » et à l'augmentation du risque contentieux, la réponse des pouvoirs publics prend la forme d'une sécurisation juridique. L'aménagement des procédures et la création de nouvelles instances est sensé garantir la continuité de l'action administrative. Elle suppose toutefois une opération politique de transformation des logiques des établissements. Les propositions du rapport « Piveteau » portent sur deux dimensions principales :

- L'équipement interne des établissements en informations, compétence, expertise pour faire face aux cas « complexes » ou « lourds » : analyse des pratiques, plan de formation continue, etc.
- La coordination entre les acteurs (établissements médico-sociaux/sanitaires/éducatifs, MDPH, ARS) : système d'information, décisions prises en concertations etc.

Ces propositions font l'hypothèse d'un manque d'information et de compétences qui pourrait rendre compte des difficultés rencontrées par certaines personnes dans leur parcours d'accompagnement et notamment des « ruptures » liées à des refus d'admission dans les établissements.

L'objectif de l'étude est donc à la fois de décrire la diversité des pratiques d'admission dans les établissements accueillant des personnes en situation de handicap et de fournir des clés de compréhension de cette diversité, en rapportant ces pratiques aux enjeux et aux interactions dans lesquels évoluent les différents acteurs de l'admission

2. Hypothèses

Cette étude pose deux hypothèses. Tout d'abord, nous faisons l'hypothèse qu'*il existe des pratiques de gestion des flux qui répondent à des enjeux propres aux établissements* (et parfois aussi aux opérateurs gestionnaires) *et qui peuvent faire obstacle à la fluidité des parcours*. De l'information circule, des savoirs et savoir-faire également, mais ils sont inscrits dans des logiques d'action et d'interactions répondant moins aux objectifs de fluidité des parcours qu'à d'autres enjeux. Les directeurs d'établissements disposent d'une autonomie dans leurs pratiques de gestion des flux d'usagers, autonomie relative cependant, du fait que les acteurs des établissements sont pris dans des relations d'interdépendance (avec d'autres établissements et/ou opérateurs associatifs, avec les personnes handicapées et/ou leurs familles, avec les autorités publiques : MDPH, ARS ou CD avec qui ils négocient les CPOM...). Les pratiques de gestion des flux ne sont donc pas des pratiques isolées, elles ne dépendent pas uniquement des flux d'informations (sur les places disponibles) ou des « compétences » des établissements à accueillir les personnes mais elles dépendent d'un ensemble complexe d'interactions. L'action publique oppose donc plusieurs logiques et tente de définir des instruments d'action publique susceptibles de réunir ces différentes positions autour d'un appareillage institutionnel partagé. Cette étude s'efforcera de comprendre les différents instruments d'action en concurrence et la diversité des pratiques associées à ces instruments.

Cette étude repose sur une deuxième hypothèse : si l'on tient compte de ces enjeux liés à la gestion des flux et des relations d'interdépendance dans lesquelles se trouvent les établissements en vue de maîtriser la composition de la population accueillie, la décision d'admission (comme la décision de sortie de la structure) est loin d'être le résultat d'un processus rationnel de confrontation entre un cas individuel et une place disponible, mais plutôt celui d'un processus de négociation, de compromis, d'ajustements (plus ou moins aboutis, plus ou moins stables) entre des attentes multiples, tenant à la fois à des facteurs liés à l'organisation de l'établissement, au profil des professionnels qui y exercent, aux liens que le directeur entretient avec son association gestionnaire mais aussi avec les familles, avec les réseaux d'établissements et d'associations maillant le territoire, ainsi qu'avec les différents acteurs institutionnels locaux et nationaux (Sécurité Sociale, Conseil départemental, Administration déconcentrée, administration centrale). Ces relations d'interdépendance peuvent être analysées à partir d'une description dense des logiques territoriales qui, au plus près des logiques des acteurs impliqués et des réseaux dans lesquels ils évoluent, structurent les politiques sociales territoriales.

L'admission dans un établissement peut ainsi être rétablie dans la densité institutionnelle qui la détermine et la rend possible. Elle permet de dresser un état des « *mondes locaux de production des droits* » (Baudot et Revillard, 2014) au sein desquels la formulation de parcours individuels devient possible. Elle donne ainsi aux acteurs les clés de compréhension des logiques en concurrence et des instruments grâce auxquels ils peuvent envisager de mettre en œuvre les textes de loi.

3. Déroulement de l'enquête

Cette enquête repose donc sur deux hypothèses :

- la description des logiques d'admission doit être effectuée à partir d'une compréhension des logiques de l'offre territoriale ;
- cette description doit tenir différents niveaux d'analyse : sociologie des professions, sociologie de l'expertise, sociologie de l'action publique, sociologie des politiques sociales.

Pour ce faire, ce projet d'étude et de recherche comprendra trois entrées empiriques sur deux territoires d'action publique, choisis pour leurs différence en termes de configuration associative (monopole associatif / grande diversité d'opérateurs associatifs), des pressions sur l'offre (approchée de façon approximative par le taux d'équipement) et de localisation géographique (zone urbaine / semi-rurale).

Pour le choix de ces deux territoires (deux départements) la question en suspens demeure celle de les choisir au sein d'une même région administrative (les établissements sont alors financés et contrôlés par une même ARS) ou au sein de deux régions administratives. La seconde option présente l'avantage de pouvoir engager un travail comparatif mais l'inconvénient de présenter une charge de travail importante, puisqu'il s'agit à chaque fois de saisir les logiques de régulation locale, afin de comprendre les pratiques d'admission en les replaçant dans leur contexte institutionnel.

Les territoires envisagés sont les suivants :

- Région Rhône-Alpes Auvergne (nous avons déjà une certaine connaissance de l'offre, des contacts avec le CREAL régional, des contacts avec les associations) : le Rhône (diversité de problématiques territoriales urbaines/semi-rurales), l'Ain (davantage de territoires ruraux) ou l'Isère (où il existe une situation de quasi-monopole associatif dans le domaine de la déficience intellectuelle)
- Région Bourgogne Franche Comté : la Côte d'Or (département volontaire pour la démarche expérimentale « une réponse accompagnée pour tous »)

Les entrées empiriques et analytiques :

- *1^{ère} entrée : une entrée associative*, qui permettra de réaliser plusieurs monographies d'établissements en ciblant sur les pratiques professionnelles, les relations entre l'équipe de professionnels et la direction de l'établissement, et les relations entre l'établissement, l'association gestionnaire et les autres établissements et associations gestionnaires ainsi qu'avec les pouvoirs publics. Deux établissements (un adulte et un enfant) feront l'objet sur chaque territoire d'une monographie approfondie. Ces monographies reposeront chacune sur une dizaine d'entretiens et des séquences d'observation (idéalement réunions au cours desquelles sont discutées les candidatures, échanges avec les personnes et leurs familles etc.).
- *2^{ème} entrée : une entrée par dossiers individuels* à partir d'une enquête par entretiens auprès de personnes s'étant vues notifier des droits par la MDPH. Les entretiens chercheront à établir comment

ces droits ont été obtenus (quelle procédure de dépôt de dossier, quelle attente, quels liens avec les établissements) et comment ils ont ensuite été mis en œuvre (avec plus ou moins de difficultés, de délais, etc). Autrement dit, il s'agira d'approcher la diversité des pratiques d'admission d'une autre manière qu'avec les monographies d'établissements. Après autorisation de la CNIL, nous sélectionnerons 120 dossiers d'adultes et d'enfants par un tirage aléatoire, par exemple les 10 premiers dossiers avec notification d'entrée en établissement de chacun des 6 derniers mois précédant le début de la recherche (pour limiter les effets de contexte). Nous serons attentifs dans cette consultation des dossiers à inclure ceux d'enfants déposés au printemps pour les établissements d'éducation spécialisée. Cette entrée par les dossiers permettra d'atteindre la diversité des pratiques d'admission en enrichissant les enquêtes monographiques de pratiques différentes ou de variantes de pratiques déjà rencontrées. À partir de cette base, 10 dossiers seront sélectionnés pour être approfondis par des entretiens avec les familles. Celles-ci seront rencontrées après avoir été informées de l'existence de cette enquête et de leur possibilité de ne pas faire partie de l'échantillon de l'enquête. Cette partie de l'enquête permettra de recueillir le vécu des familles à l'égard des dispositifs d'admission ainsi que les stratégies qu'elles sont susceptibles de déployer pour soit contrer ou contourner un dispositif soit pour répondre aux attentes du dispositif en question.

Ces dossiers donneront donc lieu à une triple analyse.

- Dans un premier temps, la consultation des dossiers permettra d'identifier des parcours types (certains linéaires, d'autres présentant des ruptures ou des temps d'attente) et des formes de régularités dans l'articulation entre orientation et admission (l'orientation pouvant finalement dans certains cas découler de l'admission).
- Dans un second temps, nous conduirons une seconde analyse à partir d'environ 10 dossiers par département, choisis pour être (suffisamment) représentatifs des « parcours types » identifiés lors de la première analyse. Pour chacun de ces dossiers, nous contacterons les familles pour recueillir le récit et le vécu de leurs parcours d'orientation et d'admission (ces familles peuvent avoir eu l'expérience de divers dispositifs d'admission).
- Nous contacterons également les établissements concernés par ces dossiers pour retracer plus précisément avec eux les modalités de déroulement de la procédure d'admission, les pratiques des professionnels dans l'établissement, les relations avec les instances départementales et, plus largement, les institutions des politiques sociales et médico-sociales ainsi que les relations avec la MDPH. Pour ces contacts avec les établissements, nous ne ferons pas mention des dossiers particuliers dont nous aurons eu connaissance.

Cette entrée par les dossiers comporte donc, outre l'analyse quantifiée de 60 dossiers, une vingtaine d'entretiens (auprès des familles et auprès des établissements).

4. Livrables

- 1 rapport d'avancement à 6 mois : présentant l'accès au terrain, la bibliographie et la littérature grise ainsi que les premiers entretiens exploratoires.
- 1 rapport intermédiaire à 18 mois sous la forme d'un rapport d'étude présentant une analyse des pratiques d'admission d'une part dans leur diversité et d'autre part dans la compréhension des logiques sous-jacentes, à partir de l'ethnographie comparée de deux territoires dans les pratiques d'admission d'individus. Il est accompagné d'une synthèse destinée à un public non scientifique.
- 1 rapport de recherche à 36 mois, accompagné d'un résumé.

B – Calendrier

Objectif	Tâches	Durée
Rédaction d'un bilan d'étape (premier rapport intermédiaire) : - Cartographie des deux territoires : structure de l'offre (nombre et concentration des opérateurs associatifs), appréciation de la pression sur l'offre (taux d'équipement différenciés par type d'établissement et sous-territoires) - Identification des 2 établissements et prise de contact pour la réalisation des monographies - définition d'un dispositif d'enquête pour les monographies	Lecture littérature grise et bibliographie de sciences sociales Recueil de données statistiques sur les établissements Entretiens auprès de représentants des institutions (MDPH, ARS, CD) Négociation de la consultation de dossiers ayant obtenu une notification en CDAPH Négociation de l'accès au terrain dans les établissements	Janvier 2017-Mai 2017 (5 mois)
Monographie de 2 établissements par territoire (principalement travail de recueil de données de terrain) : 4 monographies	- Entretiens exploratoires auprès de quelques directeurs d'établissements de différentes associations (se donner une idée de la diversité des pratiques) - Entretiens et observations dans 2 établissements par territoire (donc 4 établissements en tout) : entretiens auprès de la direction, du personnel, des personnes accueillies et leur famille	Mai 2017-Novembre 2017 (7 mois)
Entrée par les dossiers individuels	Tirage au sort de 120 dossiers (60 par départements) Constitution d'une base de données et exploitation Entretiens auprès des acteurs concernés par 10 dossiers par territoire (famille/personne handicapée, évaluateurs du dossier, responsables d'établissements) : une vingtaine d'entretiens	
Transcription des entretiens		
Synthèse-rédaction du rapport d'étude (deuxième rapport intermédiaire)		Décembre 2017-Mai 2018 (6 mois)
Mise en perspective scientifique des travaux d'étude	Rédaction d'un rapport de recherche Valorisation	Juin 2018 – Décembre 2019 (18 mois)

C – Equipe de recherche

Pierre-Yves Baudot, politiste, Université de Picardie-Jules Vernes, CURAPP-ESS (UMR CNRS 7319) sera en charge conjointement avec Magali Robelet, de la coordination scientifique du projet de recherche. Il dirige la thèse réalisée par Estelle Aragona à partir du terrain réalisé dans le cadre de ce contrat de recherche. Il contribue à la définition des terrains d'étude et à ce travail de terrain. Ses travaux portent depuis plusieurs années sur les politiques du handicap en France. Il a notamment travaillé sur la mise en place des MDPH dans le cadre d'une recherche financées par la DREES - MiRe et la CNSA (2011-2013), avec quatre collègues (Anne Revillard, Aude Lejeune, Gwenaëlle Perrier, Nicolas Duvoux) et dirige actuellement une enquête sur la citoyenneté politique des personnes handicapées en France financée par la Région Hauts-de-France (2016-2019). Il a publié de nombreux articles dans des revues académiques à comité de lecture françaises et étrangères sur les politiques publiques du handicap. Il a dernièrement coordonné la publication d'un ouvrage collectif (avec Anne Revillard), *L'État des Droits. Politiques des droits et pratiques des institutions (Presses de Sciences Po, 2015)* et publie dans le prochain numéro de la *Revue Française des Affaires Sociales* un article intitulé « Le handicap : une catégorie administrative. Instrumentation de l'action publique et délimitation des frontières d'une population. »

Magali Robelet, sociologue, Université Lyon 2, Centre Max Weber (UMR CNRS 5283) sera en charge, conjointement avec Pierre-Yves Baudot, de la coordination scientifique du projet de recherche. Elle préparera et suivra le travail de terrain conduit par la doctorante/chargée d'étude en région Rhône-Alpes et Bourgogne et contribuera également à ce travail de terrain. Ses travaux de recherche analysent la genèse et les effets de l'introduction d'outils et de pratiques managériales sur les organisations de travail et les groupes professionnels. Ses terrains d'enquête portent sur le secteur de la santé et le secteur du handicap. En lien direct avec le projet de recherche, elle a récemment coordonné le projet de recherche financé par la CNSA (2010-2013) « Les restructurations du médico-social : une approche morphologique et longitudinale des marchés locaux du handicap en région Rhône-Alpes (1950-2009) ». La recherche a reposé sur des matériaux à la fois quantitatifs (constitution d'une base de données longitudinale sur les recompositions et analyses statistiques de 1950 à 2010) et qualitatifs (40 entretiens auprès des représentants des opérateurs associatifs et auprès des financeurs et régulateurs). Elle a montré une relative stabilisation des rapports de concurrence dans le secteur, en dépit des transformations des politiques publiques, des mutations des publics accueillis ou de l'arrivée de nouveaux opérateurs.

Estelle Aragona, doctorante et assistante ingénieure d'étude. Diplômée du Master 2 Analyse de l'action publique de Sciences Po Lyon, elle connaît bien le secteur médico-social pour avoir effectué un stage de six mois au sein du pôle « personnes âgées/personnes handicapées » de l'ARS Rhône-Alpes et réalisé son mémoire sur l'émergence d'une politique publique locale en direction des personnes handicapées vieillissantes. Elle réalisera l'essentiel de l'enquête de terrain et l'exploitation des données tant quantitatives que qualitatives (cette analyse sera facilitée par le recours à un service de retranscription).

Karine Pietropaoli, ingénieure d'étude au CMW est spécialiste de l'analyse de données quantitatives. Elle anime « l'espace quanti » du CMW, auquel participera la doctorante. L'espace quanti est un temps

de travail partagé autour de tout ce qui a trait aux méthodes quantitatives. Chacun vient avec son ordinateur portable, son projet, ses données, ses questions... Il est ouvert à tous les membres du laboratoire, quel que soit « son niveau » ou l'état d'avancement de son projet.

D – Bibliographie indicative

Baudot P-Y, La donnée et le système. Comment socialiser un instrument d'action publique : le cas du système d'informations partagées – personnes handicapées, *Gouvernement et Action Publique*, vol.4, n°2, 2015, p. 25-56.

Baudot P-Y et Revillard A. L'autonomie de l'équilibriste. Sociologie de la production institutionnelle des droits. *Gouvernement et Action Publique*, 3, 4, 2014, p. 77-107.

Castel P. Bergeron H. Captation, appariement, réseau : une logique professionnelle d'organisation des soins. *Sociologie du travail*, 52, 2010, p. 441-460.

Lima L. Qui recrute et comment ? L'expertise économique des professionnels de l'insertion des jeunes. *Sociologie du travail*, 56, 2014, p. 161-181

Marchal E. *Les embarras des recruteurs. Enquête sur le marché du travail*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2015.

Robelet M. La guerre des mondes associatifs aura-t-elle lieu ? In Castel P., Hénaut L., Marchal E. *Faire la concurrence. Retour sur un phénomène social et économique*. Paris, Presses de l'École des Mines, Presses des Mines, 2016, p. 99-116,

ANNEXE 2 : Budget prévisionnel du programme de recherche

▪ **Coût total prévisionnel du projet de recherche pour les Etablissements**

	Montant €HT
Personnel permanent environné	
Magali ROBELET à 20% sur 18 mois	20 543,00 €
Pierre-Yves BAUDOT à 20% sur 18 mois	25 704,00 €
Karine PIETROPAOLI à 5% sur 18 mois	5 432,54 €
Total personnel permanent (A)	51 679,54 €
Personnel temporaire recruté pour le contrat	
Assistant ingénieur (avec expérience) sur 36 mois	106 631,00 €
Total personnel temporaire (B)	106 631,00 €
Équipement	
2 ordinateurs	3 500,00 €
Total équipement (C)	3 500,00 €
Fonctionnement	
Dictaphone, frais de transport et de mission, frais de transcription, valorisation de la recherche, frais de mission et de gestion...	43 605,00 €
Total fonctionnement (D)	43 605,00 €
Coût total HT du projet de recherche pour les Etablissements (A+B+C+D)	205 415,54 €

- **Financement du projet**

Poste de recettes	Montant
Ressources propres des établissements (E) 28%	51 679,54 €
Contribution CNSA HT (F) 72%	153 736,00 €
Recettes totales (E + F)	205 415,54 €

Contribution de la CNSA TTC : **184 483.20 €**